Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/L-Auto-dissolution-du-Parti

L'Auto-dissolution du Parti Communiste Italien

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : lundi 29 octobre 2007

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le Parti Communiste Italien, né en 1921, a été dissous par son 20è congrès en janvier 1991. Cette auto-dissolution est l'issue d'un long processus, dont tous les protagonistes n'avaient sans doute pas projeté ni le déroulement, ni la fin. Ainsi, le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, qui avait, au lendemain du coup d'Etat de Pinochet au Chili en 73, estimé qu'il n'était pas possible de diriger un pays avec un gouvernement minoritaire ou disposant d'une trop faible majorité, avait-il proposé en 74 pour l'Italie ce qu'il avait appelé un « compromis historique » entre les forces communiste, socialiste, et chrétienne. Cette proposition, loin de faire l'unanimité dans le PCI, avait cependant eu un grand écho dans le pays et, dans l'immédiat, le PCI avait obtenu le meilleur score électoral de son histoire passée et future aux élections de 1976, avec 34,4% des voix. La démocratie chrétienne, qui était également, sous l'impulsion d'Aldo Moro, à la recherche d'un nouveau dispositif politique du pays, s'était ralliée à l'idée de convergence démocratique. Et, peu à peu, le PCI s'était approché d'une participation gouvernementale, ce qui n'avait pas eu lieu depuis 1947. C'est alors qu'Aldo Moro était enlevé puis assassiné en 1978 par les « Brigades rouges ». Bientôt, le PCI, accusé simultanément d'être complice des terroristes et co-responsable de la politique gouvernementale, avait mis fin en 1979 à sa participation à la majorité et tentait une stratégie qui faisait plus de place au mouvement social, alors que le « compromis historique », du moins dans sa mise en oeuvre politique sous forme de « solidarité nationale », donnait la prééminence aux rapports entre formations. La mort brutale de Berlinguer, en 1984, contribuait à fragiliser le PCI, son successeur Alessandro Natta n'ayant pas le poids charismatique de Berlinguer.

Offensive patronale

La fin des années 70 et le début des années 80 voient en Italie, dans le contexte d'une forte offensive conservatrice mondiale, le patronat marquer des points sur des questions importantes comme le démantèlement de l'échelle mobile des salaires (accepté par référendum en 1985), le développement de la flexibilité, la concentration des entreprises, en même temps que la valorisation idéologique de l'entreprise, Fiat devenant une sorte d'emblème national, symbole d'un consensus idéologique fondé sur le profit, symbole de stabilité et de sécurité dans un monde de précarité. La politique de la grande entreprise commence ainsi à structurer un consensus majoritaire sur l'impossibilité de réponses indolores à la crise et l'acceptation des mesures d'austérité ; les solutions de la classe dirigeante sont perçues comme salutaires ou inévitables. Cette offensive bénéficie d'un affaiblissement du syndicalisme de classe, résultant des règles de l'unité syndicale qui conduit la CGIL à accepter que ses initiatives soient conditionnées par les autres syndicats.

Questions pour un consensus

Lors du 17è congrès du PCI en 1986, marqué par une forte présence des cadres du parti, Natta prend des distances philosophiques avec le marxisme (le concept de lutte des classes *« est un concept que nous utilisons tous de moins en moins »*, dit-il tout en montrant combien il reste opératoire). Le congrès rejette les amendements qui proposent comme perspective le dépassement ou la sortie du capitalisme ; le PCI se proclame *« partie intégrante de la gauche européenne »* et *« refuse d'anticiper sur les évolutions historiques »*, déclarant cependant qu'il *« n'est pas actuel de penser à une adhésion à l'Internationale socialiste »*. Mais des délégués relèvent aussi l'affaiblissement des valeurs de solidarité et d'égalité dans la société italienne, les réactions racistes contre les gitans et les travailleurs immigrés, le recul des valeurs d'égalité entre les sexes. Le PCI ne se présente plus comme parti révolutionnaire porteur d'objectifs transformateurs, mais comme *« parti réformateur moderne »*, comme l'annonce la banderole de la tribune.

Le secrétaire général de la CGIL, principale confédération syndicale, déclare que s'il vivait en RFA, il serait au SPD. Le Comité central du PCI refuse un amendement de Luciana Castellina qui affirme que *« le reaganisme exprime une réponse de longue durée à la crise de l'ordre capitaliste des années 70 »*. Giorgio Napolitano, l'actuel Président de la

République, alors responsable du secteur *« politique étrangère »* du PCI, confirme dans une interview du 8 mai 86 au magazine « Panorama » que *« l'URSS est à la tête d'un des 2 blocs politico-militaires »*, ce qui n'est guère discutable, mais ajoute : *« et nous sommes avec l'autre »*.

Affaiblissement du PCI et de l'identité communiste

En 1987, ont lieu des élections législatives anticipées (pour la 5è fois depuis 1968). L'Italie traverse une crise politique mais le président de l'organisation du grand patronat italien (Confindustria) écrit dans « le Figaro » du 15 juillet 87 que *« l'Italie est championne, au moins potentiellement, du capitalisme »*. Le résultat des élections, avec 26,6% des voix pour le PCI, est, selon le mot de Natta, *« une défaite »*. A part les élections européennes de 84, toutes les élections depuis 1976 ont été marquées par le tassement de ses voix, surtout dans les secteurs ouvriers et populaires, dans les villes industrielles, dans les zones « rouges » de Rome. L'insatisfaction des électeurs reporte leurs voix sur certaines formations *« radicales »* (Démocratie prolétarienne), sur les Verts, mais aussi sur les socialistes et les démocrates chrétiens. Un dirigeant du PCI, Lucio Magri, parle d' *« affaiblissement de l'identité communiste »* et Alessandro Natta se demande si l'idée qu'il fallait rassembler ne l'a pas emporté sur le contenu du rassemblement. La majorité gouvernementale de centre droit, forte de 57% des suffrages, est renforcée, le Parti socialiste italien améliore ses résultats : avec 14,3% des suffrages, il retrouve son niveau des années 50. Le président de la Confindustria., toujours dans la même interview au « Figaro » du 15 juillet 87, annonce qu'« il importe que le nouveau gouvernement adopte des règles précises pour l'action économique, la libéralisation des capitaux, la modernisation de l'appareil administratif public... nous avons de bonnes chances d'aboutir ».

Les années 88-89 sont marquées par la volonté d'accentuer et accélérer la restructuration de l'économie et de la société italiennes. Les gouvernements « pentapartites » (socialistes, sociaux-démocrates, libéraux, républicains, démocrates chrétiens), font en sorte d'élargir les espaces politiques et économiques ouverts au capital privé, dans l'enseignement supérieur (au nom de l'autonomie des universités), la recherche, la culture. Le ministre du Trésor, Guido Carli, ancien président de la Banque d'Italie, ancien président de la Confindustria, déclare dans « la Repubblica » du 29 juillet 89, que, pour résorber le déficit de l'Etat, il faut commencer à *« céder le patrimoine de l'Etat »* : téléphone, banques, assurances, électricité.

Signes prémonitoires et préliminaires

Le PCI opère activement pour un rapprochement avec les partis sociaux-démocrates européens. Giorgio Napolitano, dans « l'Espresso » déclare en décembre 88 que, s'il n'est pas possible que le PCI « *s'intègre actuellement dans le groupe socialiste à l'Assemblée européenne, car seuls en font partie des formations appartenant à l'Internationale socialiste ; les choses pourraient être examinées autrement si les conditions devenaient moins contraignantes »*.

En 1989, Natta ayant démissionné de ses fonctions de secrétaire général du PCI pour raisons de santé, son successeur, Achille Occhetto, exalte lors du 18è congrès la valeur historique et future du nom de parti communiste *« et alors, on ne comprend pas pourquoi nous devrions changer de nom »*. Mais il annonce aussi que *« si un parti, face à des transformations de vaste portée et face à des faits qui changent l'ensemble du panorama politique global, décidait, de façon autonome et non à cause de circonstances extérieures, de donner vie, avec d'autres, à une nouvelle formation politique, alors oui, il s'agirait d'une chose sérieuse, qui n'offenserait ni la raison ni l'honneur d'une organisation politique »*.

Dès le lendemain de la chute du mur de Berlin (9-10 nov. 1989), il commence à parler, hors des instances du parti, d'une initiative importante, justifiée par des raisons italiennes et internationales, non pour changer le nom du parti,

Copyright © Le Vénissian

mais pour *« donner vie à une nouvelle formation politique »*. Il soumet cette proposition le 13 novembre 1989 au secrétariat du Comité central, le 14 à la Direction du parti, où elle suscite de fortes oppositions. Le 20 novembre, le Comité central adopte cette proposition qui doit être soumise à un congrès extraordinaire qui ouvrira une phase constituante, pour une organisation dont on ne définira le nom que plus tard et qui, en attendant, s'appelle *« la cosa »* (la chose) ; on annonce d'emblée qu'elle demandera son adhésion à l'Internationale socialiste, avec pour mission de jouer un rôle d'impulsion pour sortir la gauche européenne de sa crise. La phase constituante doit déboucher sur un congrès. Cette proposition s'adresse aux forces progressistes et de gauche, non aux partis politiques, mais Occhetto parle des verts, des radicaux, de la gauche souterraine, des socialistes et des démocrates chrétiens de gauche. Effectivement, la préparation de ce congrès a donné lieu à des rencontres, clubs et même à un référendum parmi les lecteurs de l'hebdomadaire « l'Espresso ». Le 19è congrès (mars 1990) se trouve placé devant 3 motions, inamendables, ce que certains délégués ont contesté, et le congrès ne peut qu'enregistrer les votes des sections. Un peu moins de 30% des membres du parti ont participé aux débats préparatoires, ce qui est plus que d'ordinaire, mais peu compte tenu de enjeux de ce congrès. La motion Occhetto l'emporte avec environ 70% des mandats et le PCI s'engage dans la constitution de « la chose ».

Le congrès de l'auto-dissolution

Occhetto, considérant que l'effondrement des systèmes politiques de l'est européen ouvre une nouvelle période historique, estime qu'il faut se débarrasser d'idéologies dépassées, surmonter les divisions historiques du mouvement ouvrier et trouver une réponse à la crise d'identité du PCI, à ses échecs politiques, à ses défaites électorales, à son vieillissement, au relâchement de ses contacts avec le monde du travail. Le 20è congrès (Rimini, 31 janv.-3 fév. 1991) a vu la convergence des « colonels » (c'est ainsi qu'on appelait ses proches) d'Occhetto avec ceux qui se définissent comme relevant d'une « aire réformiste », *« à la recherche d'objectifs de liberté et de justice qu'il est concrètement possible de poursuivre »*. Ils refusent une stratégie de rupture avec le capitalisme. L'objectif est, pour eux, que le nouveau parti soit capable d'exprimer *« une culture et une capacité de gouvernement »*, de tenir compte des contraintes budgétaires, d'avoir une vision *« non étatiste des rapports entre public et privé dans l'économie »*.

Parmi les opposants à cette orientation, Nichi Vendola se dit dérouté par le *« vide d'analyse et de jugement sur une phase longue, une décennie intense, durant laquelle s'est consommée la défaite historique de la gauche mondiale »*. Ces opposants jugent que *« suppprimer l'identité des communistes est une erreur gravement dommageable pour toute la gauche [...] L'erreur n'a pas été d'être trop communistes. Elle a été au contraire de ne pas avoir développé une critique rénovée des nouvelles formes d'exploitation et de domination »*. Pour eux, le tournant engagé avec le congrès précédent pèche pour 3 raisons :
« a/ l'absence d'une analyse de classe, moderne, de la société

b/ un déplacement de l'axe culturel vers des positions subalternes par rapport à des idéologies modérées

c/ une idée de la politique de sommet, qui privilégie le recours aux medias et les fonctions de leader ».

D'autre part, ce 20è congrès congrès ayant lieu au moment de la guerre du Golfe, Giorgio Napolitano s'oppose à la demande de retrait des forces italiennes dans le Golfe, objectant que ce ne serait qu'un geste de propagande. Mais beaucoup estiment démentie l'analyse d'Occhetto qui ne voyait dans l'effondrement des systèmes politiques d'Europe de l'est que des possibilités de développement démocratique et la fin de la guerre froide et de la politique des blocs.

Ce congrès est intervenu dans un climat de démobilisation des adhérents : plus de 100 000 adhérents n'ont pas

Copyright © Le Vénissian

repris leur carte. Mais cette phase constituante a associé de nombreux interlocuteurs extérieurs qui, n'appartenant pas au PCI, décident d'adhérer à la nouvelle formation (57 000 adhésions).

Le congrès adopte la motion Occhetto par 807 voix, 75 contre, 49 abstentions, 328 délégués étaient sortis de la salle pour manifester leur volonté de faire sécession. Occhetto est difficilement élu secrétaire général. Le Parti démocratique de la gauche était né. Plusieurs opposants continuèrent d'en faire partie, espérant pouvoir y rassembler de nombreux hésitants susceptibles d'être convaincus de la possibilité d'une force communiste dans ce parti.

On conçoit le désarroi des militants et des sympathisants du PCI devant cette disparition du PCI. Le 10 février 1991, quelques milliers de militants se rassemblent à Rome et fondent le Mouvement pour la refondation communiste, qui deviendra par la suite le Parti de la Refondation communiste.

Les conséquences ne se font pas fait attendre : c'est un recul idéologique et politique global pour le monde du travail. En septembre 1992, la Confindustria fait presque explicitement savoir qu'elle ne se sent plus liée aux forces qui ont jusqu'alors gouverné l'Italie et qui, effectivement, ont disparu des résultats électoraux (le Parti socialiste, la Démocratie chrétienne, le Parti libéral, le Parti social-démocrate). Achille Occhetto déclare que la gauche rénovée pourra donner *« à la crise italienne une réponse que les vieilles classes dirigeantes ne sont plus en mesure d'élaborer »*. La CGIL précise un élément de cette réponse, lors de son congrès fin octobre 1992 : il en sort un syndicat défini comme *« post-ouvrier »*, qui en a fini avec « le mythe du rôle central de la classe ouvrière ». Le syndicat doit défendre les travailleurs, les usagers, l'entreprises, les compatibilités. Si l'on ne tient pas compte des compatibilités entre ce qu'on demande et ce qui est possible, *« on aura l'air de Martiens »*, affirme le secrétaire général : le syndicat doit donc fixer ses propres limites, il ne sert à rien de refuser par principe les mises à la retraite anticipée, la flexibilité, le chômage économique. On voit se dessiner la possibilité d'un nouveau pacte social où les syndicats auraient pour rôle de contenir les éventuels excès des salariés et des entreprises. Au plan politique, l'arrivée de Berlusconi, à 2 reprises président du conseil, marque une régression démocratique importante.

Voilà donc comment un grand parti, nombreux, influent, fort d'une longue histoire de luttes (antifascisme, Résistance, « reconstruction » économique et politique après 20 ans de fascisme et 5 ans d'une guerre qui a comporté un changement d'alliance et qui a eu de fortes composantes d'une guerre civile) a disparu après une dizaine d'années de reculs politiques et de reculades idéologiques sur fond de régression sociale. Certains de ses membres ont pu espérer, soit qu'une *« tendance communiste »* pourrait peser sur l'activité du nouveau parti, soit que le patrimoine du PCI pourrait fructifier dans ce nouveau parti. Il n'en est rien, le nouveau parti est maintenant en train de se joindre à des formations social-démocrates, des formations de centre gauche, voire de centre droit, pour constituer un *« parti démocratique »* (ou *« parti démocrate »*, à l'américaine : c'est le même mot en italien), avec comme objectif, non pas de changer la société, de briser la domination du capital, mais d'être une force d'alternance contre la droite berlusconienne. Ses actuels dirigeants font savoir leur exaspération quand reparaît le mot d'ordre d'Enrico Berlinguer : être à la fois parti de lutte et de gouvernement.

Si vous ne voulez pas que le parti communiste français connaisse le même sort, avec les mêmes conséquences désastreuses pour la société et les travailleurs français, il y a urgence à réagir.

Prenez la parole.

Pierre Laroche, PCF Paris 5

Copyright © Le Vénissian